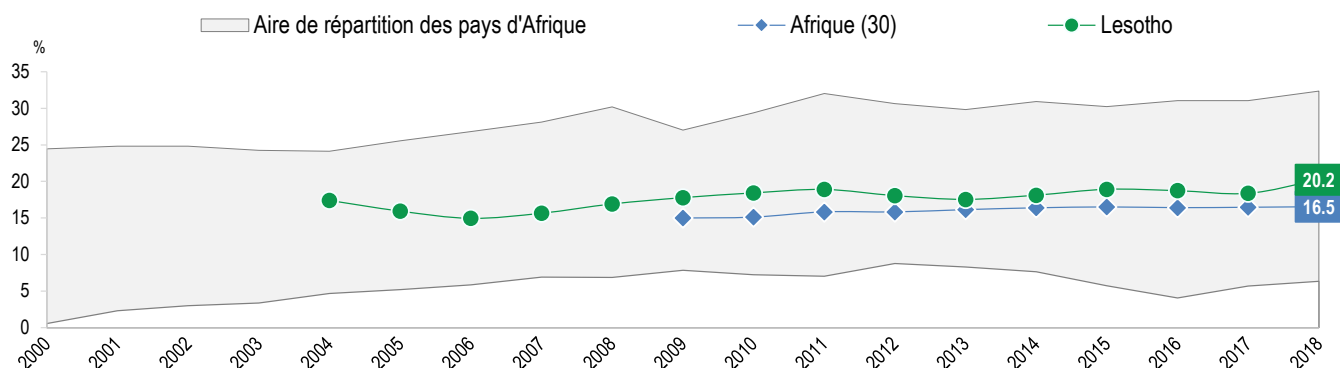


Statistiques des recettes publiques en Afrique 2020 – Lesotho

Recettes fiscales : ratio impôts/PIB

Recettes fiscales en % du PIB dans le temps

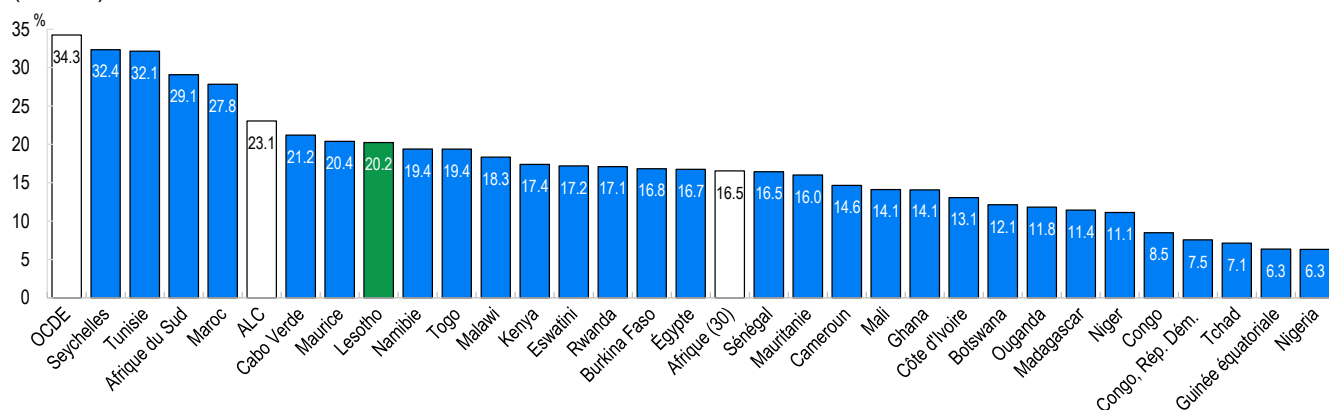
Le ratio impôts/PIB au Lesotho¹ a augmenté de 1.8 point de pourcentage entre 2017 et 2018, passant de 18.4 % en 2017 à 20.2 % en 2018. En comparaison, la moyenne* des 30 pays africains figurant dans la publication a augmenté de moins de 0.1 point de pourcentage sur la même période, et s'élevait à 16.5 % en 2018. Depuis 2010, la moyenne des 30 pays africains a augmenté de 1.4 point de pourcentage entre 2010 et 2018, passant de 15.1 % en 2010 à 16.5 % en 2018. Au cours de la même période, le ratio impôts/PIB au Lesotho a augmenté de 1.8 point de pourcentage de 18.4 % à 20.2 %. Le ratio impôts/PIB le plus élevé au Lesotho était de 20.2 % en 2018, et le ratio le plus bas était de 15.0 % en 2006.



Les chiffres ayant été arrondis, la moyenne Afrique (30) était de 16,5% en 2017 et 2018. La moyenne Afrique (30) n'est pas disponible avant 2009 en raison de données manquantes dans certains pays. En 2009, elle est calculée sur la base des ratios impôts/PIB estimés pour le Tchad et le Nigeria pour cette année-là, car les données ne sont pas disponibles avant 2010 dans ces pays.

Recettes fiscales en % du PIB, 2018

Le ratio impôts/PIB au Lesotho en 2018 (20.2 %) était supérieur de 3.7 points de pourcentage à la moyenne des 30 pays d'Afrique figurant dans la publication 2020 (16.5 %) mais inférieur à la moyenne d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) (23.1 %).



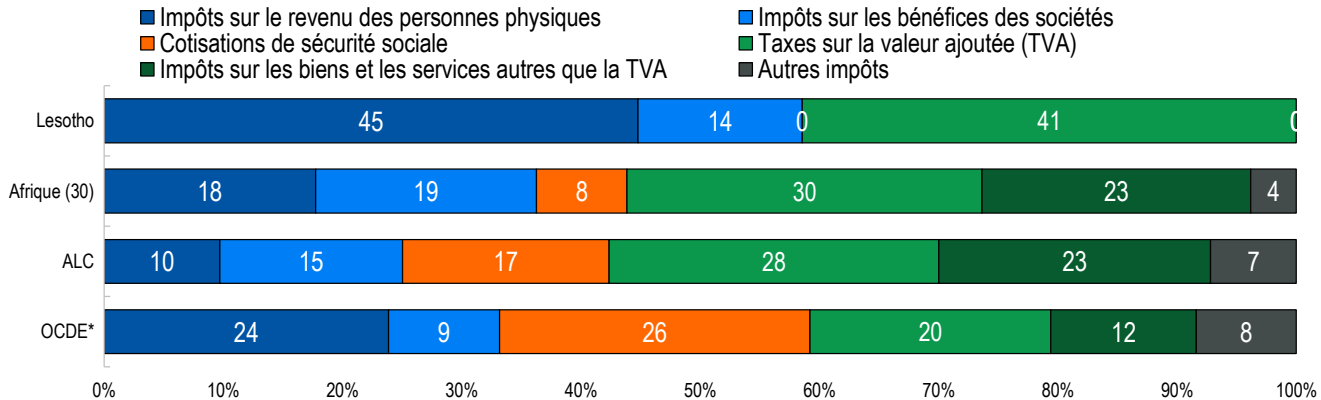
¹ Les cotisations de sécurité sociale pour le Lesotho sont nulles car elles ne répondent pas aux critères de classification des cotisations de sécurité sociale du Guide d'Interprétation de l'OCDE.

Dans la classification de l'OCDE, le terme « impôts » se limite aux versements obligatoires sans contrepartie aux administrations publiques. Les impôts sont sans contrepartie car les prestations fournies par les administrations aux contribuables ne sont pas normalement proportionnelles à leurs paiements. Les recettes non fiscales incluent toutes les autres recettes qui ne sont pas classifiées en tant qu'impôts. <http://www.oecd.org/fr/fiscalite/politiques-fiscales/ocde-classification-impots-guide-interpretation.pdf>

La moyenne ALC fait référence à la publication « Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2020 ». [oe.cd/revue-statistiques-in-latin-america-et-the-caribbean](http://www.oecd.org/fr/revue-statistiques-in-latin-america-et-the-caribbean)

Recettes fiscales : structure fiscale

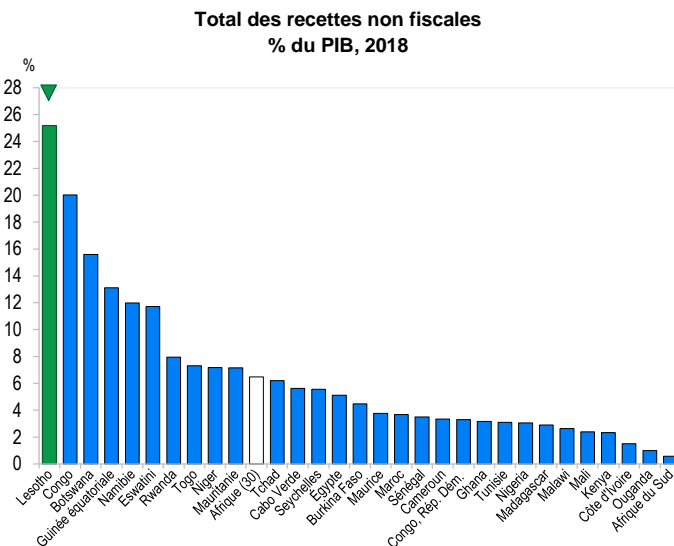
La structure fiscale est mesurée par la part des principales catégories d'impôt dans le total des recettes fiscales. La principale source des recettes fiscales au Lesotho¹ en 2018 provenait des impôts sur le revenu des personnes physiques (45 %). La deuxième plus importante source des recettes fiscales en 2018 provenait des taxes sur la valeur ajoutée (TVA) (41 %).



¹ Les cotisations de sécurité sociale pour le Lesotho sont nulles car elles ne répondent pas aux critères de classification des cotisations de sécurité sociale du Guide d'Interprétation de l'OCDE. *Données de 2017 pour l'OCDE car les données de 2018 ne sont pas disponibles.

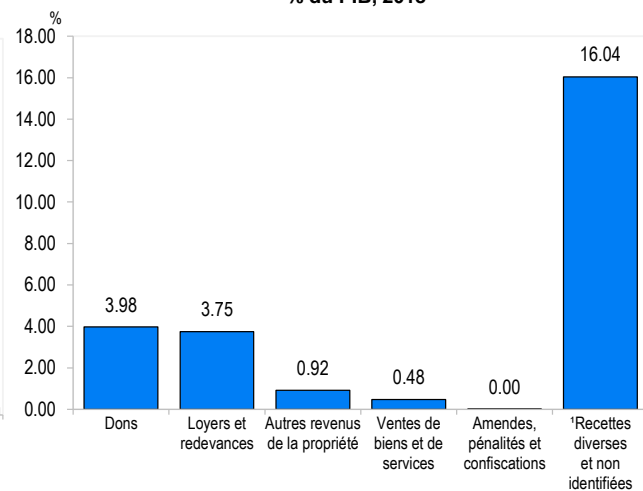
Recettes non fiscales

En 2018, les recettes non fiscales du Lesotho représentaient 25.2 % du PIB et elles étaient supérieures à la moyenne des 30 pays africains (6.5 % du PIB). Recettes diverses et non-identifiées¹ représentaient la plus grande part des recettes non fiscales en 2018, s'élevant à 16.0 % du PIB et 63.7 % des recettes non fiscales.



Source : Statistiques des recettes publiques en Afrique 2020

Recettes non fiscales par catégorie¹ au Lesotho % du PIB, 2018



¹ La majorité des recettes diverses et non identifiées parviennent de l'accord sur le partage des recettes de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU).



Avec le soutien financier des gouvernements d'Irlande, du Japon, du Luxembourg, de la Norvège, de la Suède et du Royaume-Uni.

Pour plus d'informations, consultez : oe.cd/statistiques-recettes-publiques-en-afrique